

La CDU espère signer le grand chelem aux élections régionales

■ Scrutin régional ce dimanche en Basse-Saxe.

■ Le SPD lutte pour conserver son dernier Land.

■ Au Bundestag, personne ne veut siéger à côté des élus d'extrême droite.

Espoir et trahison

24 septembre. Avant les législatives, la CDU de la chancelière se montrait très confiante en sa capacité à rafler aux sociaux-démocrates et aux Verts cette région du Nord de l'Allemagne.

15 octobre. Le gouvernement régional est contraint au scrutin après qu'une élue écologiste a trahi les siens pour rejoindre les chrétiens-démocrates.

Nathalie Steiwer
Correspondante à Berlin

Passera ? Passera pas ? Le suspense est complet avant ce scrutin en Basse-Saxe, au Nord de l'Allemagne : les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates sont au coude-à-coude avec environ 33 % des intentions de votes. Or le scrutin dans cette région qui balance depuis des décennies entre la droite et la gauche sera un test national à la fois pour la future coalition d'Angela Merkel et pour l'avenir politique du leader défait du SPD, Martin Schulz.

“La CDU n'a pas grand-chose à perdre puisque Angela Merkel doit de toute façon être chef de gouvernement”, note Matthias Micus, politologue à l'université de Göttingen. *“En revanche, Martin Schulz y joue sa carrière.”* Et derrière lui, toute la force du SPD sur les sièges de l'opposition dans le nouveau parlement élu le 24 septembre dernier.

Dernier bastion SPD

Cette région est la dernière encore dirigée par le SPD en Allemagne de l'Ouest, après les défaites des sociaux-démocrates lors des élections régionales en Sarre, au Schleswig-Holstein et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. En cas de victoire, le parti d'Angela Merkel, la CDU, et son allié bavarois de la CSU régneraient sur treize des seize régions allemandes. De quoi faciliter le passage des lois au Bundesrat, la deuxième chambre allemande où siègent les puissants barons régionaux allemands.

Des sondages très indécis

La messe n'est toutefois pas encore dite. Ces derniers jours, le SPD dépassait de peu la CDU dans les sondages. L'actuel “ministre-président” de la région et candidat du SPD, Stephan Weil, est toujours très populaire. Il attirerait 45 % des votes s'il était élu directement. Son adversaire CDU, Bernd Althusmann, joue donc davantage sur les clivages politiques en prévenant les électeurs des risques d'une coalition entre le SPD et les anciens communistes de Die Linke.

“Dans tous les cas, les futures négociations pour la formation d'un gouvernement régional risquent d'être encore plus compliquées qu'au niveau national”, remarque Matthias Micus, d'autant plus que *“les clivages sont beaucoup plus forts dans la région qu'ailleurs”*.

Les Verts, qui forment l'actuelle coalition régionale avec le SPD, *“sont plus à gauche”* que dans le reste du pays, explique-t-il, ce qui rend plus difficile leur participation à un gouvernement régional avec la CDU et le FDP similaire à celui en cours de négociation à Berlin. *“Dans cette région encore très agricole”,* la base rurale de la CDU aurait du mal à avaler une coalition avec des Verts très critiques

sur l'agriculture traditionnelle.

Volkswagen, sujet tabou

En revanche, même ces Verts locaux n'osent pas parler du sujet tabou dans une région où l'automobile assure un emploi sur six : Volkswagen et le scandale du diesel. En attendant le scrutin de dimanche, les négociations pour le gouvernement Merkel IV se font donc encore en sourdine. Les Verts ne veulent pas miner les chances de leur branche locale de former un gouvernement avec le SPD. Les Libéraux espèrent encore grappiller des voix à la CDU...

Dans tous les cas, les vainqueurs du scrutin régional seront à garder à l'œil. C'est dans cette région "test"

que l'ancien chancelier SPD, Gerhard Schröder, a fait ses armes comme président de région. C'est là aussi que l'actuel ministre SPD des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, ou l'actuelle ministre CDU de la Défense, Ursula von der Leyen, ont fait leurs classes politiques.

“La CDU n’a pas grand-chose à perdre [...] En revanche, Martin Schulz y joue sa carrière.”

Matthias Micus
Politologue à l'université
de Göttingen

Jeu de chaises musicales au Bundestag pour éviter l'extrême droite

La rentrée du nouveau Parlement allemand le 24 octobre s'annonce houleuse. Pour commencer, personne ne veut s'asseoir à côté de l'AfD, à l'extrême droite de l'hémicycle. Les libéraux du FDP bataillaient encore ce 13 octobre pour ne pas siéger à leurs côtés lors de l'assemblée constituante.

La place du FDP est au centre, fait valoir le parti, en rappelant que les libéraux siègent entre la CDU et les Verts dans les assemblées régionales. Le parti d'Angela Merkel n'a toutefois aucune envie de devoir se coltiner ces nouveaux venus peu fréquentables, d'autant que la place du gouvernement est déjà à droite du Bundestag, directement à portée de voix des députés AfD.

La provoc' comme mode opératoire

Sans surprise, l'AfD est, elle, très satisfaite de la situation. Le règlement intérieur du Bundestag lui interdit de porter des vêtements politiques et donc des T-shirts proclamant que "Merkel doit dégager". Rien ne les empêche en revanche de l'invectiver. "Nous nous réjouissons déjà de mener une opposition constructive", a assuré le secrétaire général de l'AfD, Bernd Baumann. Le coprésident du groupe, Alexander Gauland, avait toutefois promis au soir des élections de "traquer" la chancelière Angela Merkel dans les moindres recoins.

Les membres du parti ont également annoncé que la provocation fera partie de leur mode opératoire politique. Ils en ont donné un petit aperçu en proposant pour la vice-présidence du Bundestag, Albrecht Glaser. Un septuagénaire qui a défrayé la chronique en demandant l'interdiction de l'islam en Allemagne. SPD, FDP et Verts ont annoncé qu'ils refuseront de voter pour lui.

L'arrivée de l'extrême droite au

Bundestag pour la première fois depuis 1945 bouscule même l'administration. Rarement le Parlement allemand avait compté autant de groupes et les nouveaux élus AfD ont dû commencer par se rassembler dans un bâtiment annexe, entre une bibliothèque et une agence de voyage.

Malaise à tous les étages

Même la cohabitation des assistants parlementaires avec leurs collègues d'extrême droite s'annonce compliquée. "Je ne suis pas sûr d'avoir envie de jouer avec eux" lors des matchs amicaux entre partis, a expliqué un assistant au quotidien "Die Zeit". Pas plus sans doute que les députés membres du FC Bundestag, l'équipe de foot des élus allemands.

Marquer dans ses propres buts est toutefois le plus grand risque encouru par l'extrême droite allemande. En Basse-Saxe, où des élections régionales ont lieu ce dimanche, l'AfD tourne autour de 7% des intentions de vote mais ses dirigeants ont en grande partie raté leur campagne en se déchirant entre eux.

Au Bundestag, le parti composé d'individualités qui "jouent perso" frise l'implosion depuis la défection de son ancienne dirigeante, Frauke Petry, suivie de quatre autres élus AfD. Frauke Petry a maintenant annoncé la fondation d'un nouveau parti, "les bleus". Reste encore à savoir où elle ira s'asseoir et qui l'y suivra.

N. S. à Berlin